



**Personne Publique**

**Etat - Ministère des armées**

**Objet du marché**

**Forces Armées au Antilles (FAA) (971-972) –**

**Prestations d'Exploitation et Maintenance**

**Département de la Martinique**

**LOT 04 - SEPARATEUR HYDROCARBURE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Prescriptions Spécifiques**

**(C.C.T.P.)**

*Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite*

<u>Cahier des Clauses Techniques Particulières</u> Maintenance préventive et corrective des réseaux de servitude en assainissement des sites de la Martinique au profit des FAA	<b>AOO/CCTP</b> <b>Éd.: 1 Ind.: B</b>
<b>Direction d'Infrastructure de Défense de Fort-de-France</b>	

## GESTION DU DOCUMENT

## Gestionnaire :

Edition	Indice	Date	Nature de la modification	Nom
1	A	31/07/2024	Création document initial	ALBERT H.
1	B	23/09/2025	Modification de la procédure d'appel à la concurrence	Mme Sapotille et M. Jean Baptiste

## Ce document annule et remplace le document :

## Résumé d'auteur :

Le présent document présente les spécifications techniques de besoin concernant les prestations de maintenance des réseaux d'assainissement : à hydrocarbures des sites des Forces Armées aux Antilles – périmètre Martinique maintenus par la DID de Fort-de-France

Ce document est la propriété de la DID de Fort-de-France, il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite.

## **SOMMAIRE**

<b>I. INDICATIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
I.1. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....	4
I.2. PERIMETRE DES INTERVENTIONS .....	6
I.3. REGLEMENTATION DE VOIRIE.....	6
<b>II. REUNION DE COORDINATION ANNUELLE .....</b>	<b>7</b>
<b>III. MAINTENANCE PREVENTIVE.....</b>	<b>7</b>
III.1. OPERATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PREVENTIVE .....	7
A- <i>Opérations d'exploitation</i> .....	7
Conduite et surveillance .....	7
III.2. ELABORATION D'UN PLAN DE MAINTENANCE .....	8
A- <i>Prestations à réaliser au titre des séparateurs</i> .....	8
B- <i>Analyses de rejet</i> .....	8
<b>IV. MAINTENANCE CORRECTIVE .....</b>	<b>8</b>
IV.1. OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE .....	8
A- <i>Programmation</i> .....	8
B- <i>Consistance des prestations</i> .....	9
C- <i>Maintenance corrective incluse dans le Prix forfaitaire annuel (hors garantie)</i> .....	9
<b>V. TEMPS MAXIMUM D'INDISPONIBILITE DU MATERIEL .....</b>	<b>9</b>
<b>VI. COMPTE RENDU.....</b>	<b>10</b>
VI.1. SUIVI DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PLANNING DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE.....	10
VI.2. CONTENU MINIMUM DU COMPTE RENDU D'INTERVENTION A LA DID .....	10
VI.3. COMPTE RENDU PERIODIQUE .....	11
<b>VII. DECHETS .....</b>	<b>12</b>

### **ANNEXES :**

- CCTP- Annexe 01-Inventaire des équipements
- CCTP-Annexe 02 - Gamme de maintenance

## I. Indications générales

---

Les prestations portent sur le **Maintien en Condition des installations pétrolières spécialisées et installations pétrolières non spécialisées (débourbeurs, séparateurs hydrocarbures)** à réaliser sur les différents sites des Forces Armées aux Antilles (FAA), avec obligation de résultats, installations précisées dans les annexes du présent CCTP.

Les prestations seront exécutées sur les sites des FAA situées sur l'île de la Martinique.

Les logements domaniaux de la Martinique ne sont pas concernés par le présent contrat.

### I.1. Nature et étendue des prestations

---

Dans le cadre du forfait, le Prestataire devra assurer la maintenance préventive, ainsi que les opérations de maintenance corrective.

**Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine est constitué comme suit :**

- Le réseau de bacs de décantation des séparateurs hydrocarbures ainsi l'ensemble des équipements de contrôle et d'alerte ;
- Les analyses de rejet des eaux provenant du séparateurs hydrocarbure ;
- Le contrôle des armoires électriques relatives aux matériels techniques par une société agréée au moins une fois par an pour la vérification des installations électriques conformément à l'article R-4226-16 du code du travail.

**Séparateurs d'hydrocarbures, nettoyage des bacs de rétention :**

La périodicité d'entretien (curage : parties solides et liquides) est d'une fois par an ou après chaque évènement de pollution accidentelle.

Tout autre demande de curage fera l'objet d'un prix au BPU.

Le contrôle et la vérification de l'état des séparateurs hydrocarbures annuel pour réaliser une visite approfondie de l'état de la sonde de l'alarme du trop-plein ou détection de fuite avec l'armoire électrique associée à cet équipement et de l'étanchéité des cuves.

Prestations dédiées : Pompage, curage, évacuation des déchets dangereux, remise en eaux, analyse de rejet.

**Le prestataire :**

- Sera responsable de la qualité des rejets, laquelle doit répondre aux normes et règlements en vigueur,
- Devra assurer dans le cadre du forfait, la fourniture des produits ou matériels nécessaires aux exigences épuratoires portant sur le respect des concentrations et rendements minimaux des paramètres suivants : pH, DBO5, DCO, MES et boues, métaux.

**Sont exclus du présent marché :**

Les fournitures des fluides, d'énergie et de combustibles nécessaires à la bonne marche des installations.

**Le prestataire assurera sous sa responsabilité, pour les équipements et ouvrages définis dans les chapitres du CCTP et de ses annexes, les prestations suivantes :**

L'assistance au responsable de la DID :

- La gestion technique des réseaux et installations, le classement, le suivi et la mise à jour de la documentation technique.

*Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite*

- La tenue à jour d'indicateurs, la réalisation de bilan périodique,
- Les opérations de conduite et de surveillance des équipements,
- La maintenance préventive systématique et conditionnelle,
- Les essais, réglages et manœuvre de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement.
- Urgence et mises en œuvre de toutes mesures conservatoires,
- Dépannage et réparation suite à des défaillances de fonctionnement.
- Les recherches de fuites, ouvertures de voirie, et fermetures de voiries avec finition.

**Seront également à la charge du prestataire :**

- La gestion et l'organisation de la maintenance, la coordination, le suivi, la gestion du personnel, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents et de ses sous-traitants éventuels,
- L'établissement des rapports et des comptes rendus d'intervention ainsi que la tenue des documents réglementaires et contractuels,
- le nettoyage après intervention, l'évacuation et l'élimination des déchets liés à ces prestations dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,
- La propreté des abords des séparateurs hydrocarbures et/ou débourbeur liés à ces prestations,
- Les fournitures et les consommables nécessaires à l'entretien courant, la fourniture et la pose de toute pièce détachée dont il a la charge ainsi que leur approvisionnement à pied d'œuvre et l'évacuation des pièces défectueuses,
- D'une façon générale, seront comprises toutes les sujétions de main-d'œuvre, de déplacement et de fonctionnement nécessaires aux prestations de maintenance préventive ou corrective,
- Au maximum tous les deux ans, l'installation de séparation doit être vidangée totalement et soumise à une inspection générale par un bureau de contrôle agréé couvrant les points suivants :
  - L'étanchéité de l'installation ;
  - L'état structurel ;
  - Les revêtements internes, si existants ;
  - L'état des parties intégrées ;
  - L'état des dispositifs et des installations électriques ;
  - La vérification du réglage du dispositif automatique d'obturation, par exemple des flotteurs...

**Le prestataire inscrit ses actions de maintenance dans le respect :**

- Des plannings,
- Des caractéristiques des équipements et de leur mode d'utilisation,
- Des recommandations et spécifications des fabricants,
- Des règles de l'art et la réglementation en vigueur le jour de son intervention,
- Des consignes particulières données par la personne responsable du marché et/ou le maître de l'ouvrage.

**Le prestataire procède à toutes les réparations ou réfections que celles-ci proviennent :**

- De la qualité des produits ou des matériaux employés par lui,
- Des conditions d'exécution des travaux ou prestations antérieures à la prise d'effet de son contrat,
- De dégradations délibérées des équipements et installations occasionnées par du personnel de sa société ou sous-traitants éventuels.

La maintenance préventive est destinée à maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement en toute sécurité.

Les travaux préventifs consistent en des remplacements d'éléments à échéances régulières.

Les interventions correctives correspondent au dépannage et à la remise en état des équipements à la suite d'un compte rendu de visite ou d'une défaillance constatée dans le fonctionnement d'un équipement. Chaque demande de dépannage fera l'objet d'une demande orale (par téléphone) confirmée par écrit (mail ou fax) par la DID.

En conséquence tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au « Prestataire » pour satisfaire à ses obligations.

Le « Prestataire » met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles pour l'accomplissement de leurs missions.

Les moyens décrits dans le présent CCTP ne sont pas limitatifs.

Le « Prestataire » apporte toute solution aux défaillances constatées dans les meilleurs délais et selon les obligations contractuelles de réactivité visées dans les clauses décrites ci-après du contrat. Il devra respecter les délais d'intervention qui ne sont pas contraints aux accès au site.

Le « Prestataire » devra garantir la continuité des activités de la Personne Publique. A cette fin, il prendra en charge ces activités de façon à garantir les meilleures conditions :

- de sécurité,
- de disponibilité,
- d'hygiène,
- de confort, et service aux usagers,

**Notas** : Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants et de canalisations de toutes natures. Le Prestataire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations. La personne réalisant les prestations de toute nature veillera à maintenir l'équipement ou l'ouvrage ainsi que ses alentours dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention. En cas d'altération excessive de la propreté des abords du lieu d'intervention par le prestataire, celui-ci devra, à ses frais, nettoyer la partie en question.

Le prestataire assure :

- Le nettoyage de tous les locaux techniques qui sont mis à sa disposition,
- L'évacuation, hors du site, des déchets dus à leur exploitation, dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,

## I.2. Périmètre des interventions

La liste des installations à prendre en compte est établie conformément aux **annexes 1**. Leur nombre, linéaire et caractéristiques sont susceptibles d'évoluer au cours du marché.

Les renseignements fournis en annexe, ne sont donnés qu'à titre indicatif. A l'occasion de la période de prise en charge des installations, l'entreprise vérifiera et mettra à jour les renseignements techniques de chaque équipement ; il transmettra ensuite au représentant de la personne publique cette mise à jour sur support informatique.

## I.3. Réglementation de voirie

Le Prestataire devra la mise en place de la signalisation des prestations de maintenance conformément à la réglementation en vigueur en vue d'assurer la sécurité du chantier et fournir les panneaux destinés à la signalisation d'approche et à la signalisation de position.

Si l'intervention sur les voies de circulation a pour conséquence de modifier la circulation automobile, il devra demander à la DID de procéder à la création d'un arrêté de circulation lui permettant d'entreprendre les travaux.

Par ailleurs, les véhicules devront être équipés de dispositifs de signalisation réglementaires en parfait état de fonctionnement. A défaut de satisfaire à cette obligation, tout véhicule sera renvoyé vers l'entreprise et son déplacement ne pourra être facturé au maître d'ouvrage.

## II. Réunion de coordination annuelle

---

Un mois avant la réunion annuelle, le Prestataire remettra un « bilan » à la Personne Publique. Comprenant à minima :

- Un état des rejets et des déchets
- Une analyse des différentes interventions afin d'optimiser le fonctionnement du contrat pour l'année suivante
- Une mise à jour du planning de maintenance préventive
- Une mise à jour des gammes de maintenance si nécessaire
- L'inventaire technique mis à jour
- Un bilan financier des opérations hors forfait

## III. Maintenance préventive

---

### III.1. Opérations d'exploitation et de maintenance préventive

---

#### A- Opérations d'exploitation

---

##### *Conduite et surveillance*

---

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process.

Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les alarmes ou défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- La réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le contrôle du fonctionnement normal des installations,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Le relevé des déchets évacués,
- Les équipements annexes à l'installation (sonde, gyrophare, sirène,...)
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La fourniture et la mise en œuvre des produits de traitements,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

*Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite*

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail, etc...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

### III.2. Elaboration d'un plan de maintenance

---

Sur la base de la gamme de maintenance fournie en « CCTP- ST4-Annexe 02- gamme » du présent CCTP, le titulaire devra mettre en place son plan de maintenance.

#### A- Prestations à réaliser au titre des séparateurs

---

##### Entretien

Elle est toutefois fonction de la charge polluante envoyée dans l'appareil : dès que la capacité de rétention est atteinte, il faut vidanger les hydrocarbures.

Après chaque vidange totale ou partielle, le titulaire doit remettre l'appareil en eau après avoir effectué les contrôles d'usage : bon fonctionnement des équipements électromécaniques et revêtement interne de l'appareil.

Au cours du remplissage, l'obturateur doit être impérativement nettoyé.

Après la remise en eau de l'appareil, le titulaire doit s'assurer de la flottabilité de l'obturateur.

Des consignes de sécurité doivent être établies pour toute intervention humaine à l'intérieur de l'ouvrage.

Tous les deux ans, le titulaire devra faire appel à un organisme agréé pour réaliser un contrôle technique complet de l'installation. Le contrôle se fera sur la première année calendaire du contrat.

#### B- Analyses de rejet

---

Des analyses sur les rejets d'eaux pluviales et des séparateurs hydrocarbures seront réalisées au titre de la maintenance. Les paramètres recherchés au minimum : MES, DBO5, DCO, Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Mercure, Indice hydrocarbures.

## IV. Maintenance corrective

---

### IV.1. Opérations de maintenance corrective

---

#### A- Programmation

---

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- À la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le prestataire ou la DID.
- À la demande du responsable de la DID qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité.
- Sur l'initiative du prestataire dans un cadre de maintenance préventive.

Dans le cas où la sécurité des personnes, des biens et de fonctionnement des installations serait en jeu, le prestataire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage.

*Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite*



Les réparations suivent les interventions d'urgence. Elles sont immédiates si elles conditionnent la remise en marche ou différées si le fonctionnement provisoire sans risque est possible.

### **B- Consistance des prestations**

---

Le prestataire ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent contrat pour refuser d'intervenir.

Lors d'une visite de dépannage, le prestataire procédera au remplacement ou au réglage des éléments défectueux. Il procédera également à la vérification des autres éléments des ouvrages ou des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels et effectuera, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations.

Toutefois et en aucun cas, un dépannage ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

### **C- Maintenance corrective incluse dans le Prix forfaitaire annuel (hors garantie)**

---

Le prestataire devra assurer toutes les demandes d'interventions pour le dépannage de tous les équipements et installations dont il doit la maintenance corrective au titre du contrat.

Sont dus au titre du forfait :

- Le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- Les recherches de fuite non intrusives ;
- L'action corrective palliative immédiate (fonction requise totale ou marche dégradée) ;
- L'action corrective curative.
- Si le coût de la pièce nécessaire à la réparation est supérieur à la franchise, alors une commande spécifique sera faite par le responsable de la DID pour l'achat de la prestation.
- Un essai de fonctionnement.

Le forfait comprend toutes les pièces et consommables d'un montant cumulé inférieur ou égal à la franchise définie dans le poste concerné.

Les travaux feront l'objet d'un rapport écrit et l'inscription sur le registre d'exploitation.

## **V. Temps maximum d'indisponibilité du matériel**

---

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

La durée d'indisponibilité de tout ou partie de l'installation, s'entend à partir de l'heure d'appel téléphonique (ou du mail) provenant du service de la DID vers le centre d'appel de dépannage y compris le trajet et le temps d'intervention d'un technicien sur site.

Le titulaire doit se conformer aux délais indiqués dans le tableau suivant :

Criticité	Intervention	Réparation	Astreinte	Indisponibilité de tout ou partie de l'installation,
PO (Vital)	Sous un délai maximal de 4 heures	Sous un délai de 4 heures	7 jours/7 jours	24 heures
			24 heures/24 heures	
			365 jours / an	
P1 - important	24 h	24h	7 jours/7 jours	48 heures
			24 heures/24 heures	
			365 jours / an	
P2 normal	Intervention et réparation sous un délai d'une semaine (délai global)		7 jours/7 jours	15 jours
			24 heures/24 heures	
			365 jours / an	
P3 Equipement non opérationnel	le délai d'intervention se fera selon l'état d'urgence après analyse faite par la DID, un mail ou un ordre service sera envoyé à la société avec les délais de début et de fin d'exécution			

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser les heures, il en informe par téléphone puis confirme par écrit obligatoirement le représentant de la Direction d'Infrastructure de la Défense et définit avec lui, si nécessaire, les moyens à mettre en œuvre pendant cette carence.

Si la clause d'indisponibilité n'était pas respectée et qu'aucune explication justifiée n'avait été donnée au responsable de la DID, le titulaire se verrait appliquer des pénalités conformément au CCAP.

## VI. Compte rendu

### VI.1. Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera semestriellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du semestre un état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant cette période.

Celui-ci précisera :

- La nature de l'intervention,
- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

### VI.2. Contenu minimum du compte rendu d'intervention à la DID

Le titulaire du contrat devra fournir un registre pour chaque installation et y inscrire l'ensemble de ces interventions.

Un compte rendu sera transmis par mail ou courrier sous 24 h au représentant de la personne publique. Il sera accompagné d'un devis pour réparation si besoin.

Nota :

Dès la fin de l'intervention, un compte rendu téléphonique sera fait au responsable de la DID pendant les jours ouvrés.

Seront identifiées les informations suivantes :

- Numéro de Demande d'Intervention,
- Le nom de la personne représentante du service (le cas échéant)
- Le nom de l'intervenant,
- Equipement concerné (marque, type, numéro de série)
- Effet de la défaillance, mode de défaillance, cause(s) de la défaillance (AMDE),
- Dates et heures de début et fin d'intervention, durée des travaux et temps d'arrêt machines,
- Les anomalies constatées, les causes identifiées et les travaux effectués,
- La liste des pièces remplacées (marques, références, prix unitaires),
- Coût horaire de la Main d'œuvre par niveau de qualification
- Descriptif des travaux effectués (mode opératoire, déroulement, ...)
- Les consommables utilisés,
- Les outils particuliers (échelle, clé > au Ø 30 mm, ...),
- Le détail des corrections techniques à apporter,
- L'heure de remise en service et le temps total d'arrêt,
- La situation finale de l'équipement (réparation terminée ou non, équipement arrêté...)

### VI.3. Compte rendu périodique

---

Une fois par an, à l'issue de la maintenance préventive, le Prestataire remettra au Représentant de la DID :

- L'inventaire à jour des matériels en place,
- La liste des informations saisies dans le carnet d'entretien,
- La date, la durée et la nature des interventions,
- Le nombre de pannes, d'interventions,
- Le nombre de dégagement de personnes bloquées en cabines,
- La liste des appareils ayant dépassé 5 pannes par an (hors vandalisme),
- La durée, et le taux moyen d'indisponibilité,
- Le temps moyen entre deux interventions,
- Les informations générales relatives à la sécurité et aux dégradations éventuelles,
- Les propositions d'améliorations,
- Le coût annuel de maintenance du parc,
- L'état des installations au regard de la réglementation,
- Une synthèse consolidée des observations constatées sur le parc des appareils,

## VII. Déchets

---

En complément de l'article de référence, le Prestataire devra respecter la réglementation en vigueur concernant :

- Toutes les matières issues de curage ou de pompage devront être immédiatement évacuées et éliminées conformément à la Législation et à la Réglementation en vigueur.
- **Les bons de destruction de ces matières, initialisé par le Prestataire et dûment renseigné, sera remis au représentant de la personne publique avec la facture afférente aux opérations de curage ou de pompage dont sont issues lesdites matières.**

Après exécution des travaux, les réseaux et ouvrages ne devront plus comporter de dépôt.

Aucun stockage, même provisoire de matières issues de curage ou de pompage et de déchets ne pourra être effectué sur le domaine public.

Les Déchets dangereux seront évacués selon les réglementations en vigueur.

**Le titulaire utilisera la plateforme « trackdechets ».** Se référencer au CCTP-DG